



Indice de liberté économique 2017

Le «chauvinisme de l'État social» se répercute sur la montée des partis populistes anti-migrants.

La Suisse reste en 2017 le pays avec la liberté économique la plus étendue en Europe. C'est ce qu'indique le rapport annuel 2017 de l'indice Fraser de la liberté économique dans le monde, publié chaque année en Suisse par l'Institut Libéral. Hong Kong confirme une fois de plus sa position de pointe pour la liberté économique, suivi de Singapour, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse.

Sur les quinze dernières années, les régressions les plus substantielles ont été enregistrées dans les pays d'Amérique latine mal gouvernés, à savoir le Venezuela (qui ferme le classement mondial, la Corée du Nord et Cuba n'étant pas classées faute de données), ainsi que l'Argentine et la Bolivie. En Europe, la Grèce et l'Islande, qui ont mal vécu la crise financière et ont fait face à des réponses politiques peu concluantes, ont également régressé sensiblement. A l'inverse, les gains de liberté économique les plus importants sur la même période ont été réalisés par la Roumanie, la Bulgarie, le Rwanda, l'Albanie et Chypre.

Le rapport illustre une fois de plus la relation étroite entre la liberté économique et la prospérité. Le quartile des pays les plus libres affiche un produit intérieur brut par habitant de 42.463 dollars, tandis que le quartile des pays les plus réprimés n'atteint que 6.036 dollars. Les 10% les plus pauvres de la population des pays les plus libres génèrent un revenu par habitant de 11.998 dollars, ce qui est deux fois plus élevé que le revenu moyen de l'ensemble de la population dans les pays réprimés. L'espérance de vie dans le quartile des pays les plus libres atteint 80,7 ans, tandis qu'elle n'est que de 64,4 ans dans le quartile des pays les plus réprimés. La liberté économique est également corrélée positivement avec de nombreux autres indicateurs de développement.

L'État social, obstacle aux arbitrages migratoires

La recherche accompagnant l'indice examine cette année entre autres la montée des partis populistes anti-immigration dans de nombreuses démocraties avancées. Ce phénomène reflète-t-il une insécurité économique liée à la mondialisation, comme le suggère une interprétation répandue? Et la réponse serait-elle dès lors d'accroître la protection sociale de ces populations? En examinant la situation de 27 pays de l'OCDE (dont la Suisse) entre 1990 et 2014, il apparaît au contraire que le scepticisme envers l'immigration est dû à un «chauvinisme de l'État social», généré par un niveau élevé de protection et où les immigrés sont considérés comme des intrus parasitant le système. Le soutien aux partis populistes est positivement corrélé à la proportion d'immigrés bénéficiant de l'aide ou de prestations sociales. Pour éviter de perdre en liberté économique, c'est donc la responsabilité individuelle, en réduisant l'accès aux prestations sociales, qu'il faudrait renforcer dans les arbitrages migratoires.

Un second rapport de recherche examine l'égalité en droit des femmes et les discriminations légales dont elles font l'objet, notamment dans les économies du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. En tenant compte de ces disparités, les scores des pays concernés diminuent sensiblement. C'est important, car le degré de liberté économique est positivement corrélé à l'égalité en droit et la répression des droits économiques des femmes est souvent le reflet d'une économie largement étouffée par le pouvoir.

La Suisse en comparaison internationale

La Suisse affiche une légère amélioration dans l'indice 2017 et atteint les scores suivants (sur une échelle de 1 à 10, 10 représentant le niveau optimal):

- Ampleur de l'activité étatique: stable par rapport à l'année précédente, 7,7
- État de droit et protection de la propriété privée : amélioration de 8,5 à 8,6
- Accès à une monnaie stable : stable par rapport à l'année précédente, 9,8
- Liberté du commerce mondial : amélioration à 7,5 (année précédente : 7,3)
- Densité réglementaire : détérioration de 8,0 à 8,6

La Suisse doit son bon score relatif à son système légal fiable, à son marché du travail plutôt libéral, à des marchés des capitaux peu entravés et à sa monnaie saine (bien que la politique interventionniste de la Banque nationale reste problématique). Elle bénéficie aussi de sa politique commerciale très ouverte, même si l'agriculture fait mauvaise figure. En revanche, elle perd son avantage dans la croissance du poids de l'État, en particulier au niveau des dépenses publiques, la hausse des recettes fiscales ne s'étant pas traduite par des baisses d'impôts.

Dans le top ten de la liberté économique, hormis Hong Kong (9,0 points), Singapour (8,8), la Nouvelle-Zélande (8,5) et la Suisse (8,4), se trouvent aussi l'Irlande (8,2), la Grande-Bretagne (8,0), l'Île Maurice (8,0), la Géorgie (8,0), l'Australie (8,0) et l'Estonie (7,6).